

Turquie :

## **Liberté, négociation de paix, état de droit et démocratie – maintenant!**

Face à la répression, la guerre et au régime autoritaire qui s'installe en Turquie, les organisations signataires appellent la population à nous rejoindre le 25 mars 2017 à Berne afin de montrer notre solidarité avec les persécutéEs et prisonniEres et avec les mouvements sociaux et politiques qui luttent aujourd'hui dans des conditions extrêmement difficiles en Turquie.

La guerre et la violence règnent à nouveau surtout dans la région kurde. Après le succès électoral du HDP et la fin des négociations de paix durant l'été 2015, le gouvernement turc a commencé une guerre brutale pour rester au pouvoir. Le président Erdogan, avec ses alliés politiques, sous prétexte de lutte contre le terrorisme, essaye d'éliminer tout ce qui peut l'empêcher d'instaurer un système autoritaire.

Nous condamnons la répression et l'instauration de la dictature en Turquie, la destruction de l'état de droit et la guerre dans la région kurde.

Nous exigeons:

- **La protection des forces démocratiques ainsi que des institutions démocratiques**

Depuis la tentative de coup d'état en été 2016, le gouvernement autoritaire AKP détruit les formes et les institutions de la démocratie. Des politicienNEs éluEs sont aux prisons. Par décret, le président assure et élargit son pouvoir en réduisant à peau de chagrin les fonctions et le rôle du parlement. Penser différemment et l'exprimer est devenu un crime !

- **La liberté pour tous et toutes les prisonniEres politiques!**

Après le coup d'état, des milliers de personnes ont été arrêtées: journalistes, enseignantEs, membres des forces armés et de la justice. Des milliers d'employéEs d'état ont soit été licenciéEs, soit suspenduEs de leur poste. Presque tous les journaux, radios et télévision critiques ont été fermés ainsi que les organisations de la société civile. Des dizaines de maires ont été destitués ou arrêtés. L'incarcération des deux co-maires d'Amed (Diyarbakir) et l'arrestation de deux co-responsables du HDP n'ont été que le sommet de l'iceberg de la répression politique qui s'est abattu sur les oppositions durant ces derniers mois.

- **Une solidarité avec des femmes et les activistes LGBTIQ**

L'AKP mène également un combat sans trêves et violent contre les femmes et les personnes LGBTIQ. La normalisation du viol et des attaques allant parfois jusqu'au meurtre contre les personnes LBGTIQ en constituent les signes les plus tangibles. Les manifestations organisées pour le 8 mars et la « gay pride » ont été interdites. Seules les luttes menées sur le terrain par des femmes et des personnes LGBTIQ ont empêché, pour l'instant, l'introduction du mariage d'enfant. Presque tous et toutes les militantEs politiques et des mouvements sociaux qui se trouvent en prison aujourd'hui avaient déjà été arrêtéEs auparavant. Ils sont victimes souvent de violences sexuelles derrière les murs de la prison.

- **Paix au Kurdistan**

Alors que les médias d'ici parlent surtout des arrestations et des licenciements dans la partie ouest de la Turquie, une guerre se poursuit contre la région kurde au sud-est du pays. Des centaines de personnes ont été tuées par l'armée turque. Après l'assaut de l'armée turque

en Syrie fin août 2016, il y a encore plus de militaires dans la région frontalière. Les habitantEs de cette région sont aujourd'hui considéréEs comme des terroristes potentiels. On craint que la Turquie n'en profite pour avancer dans la région kurde, au nord de la Syrie (Rojava). Nous exigeons la reprise des négociations de paix.

### **La Suisse et l'Europe doivent enfin agir !**

Nous devons stopper le développement du régime autoritaire, nationaliste, raciste et sexiste en Turquie.

Nous exigeons que le Conseil Fédéral, le Conseil de l'Europe, OSCE, les Nations Unies prennent des mesures concrètes pour faire libérer les prisonniEres politiques, recommencer les négociations de paix et garantir l'état de droit ainsi que les droits fondamentaux de la démocratie en Turquie. L'autonomie de la région kurde au sud-est de la Turquie doit être enfin garantie.

Nous exigeons que l'ONU instaure une commission indépendante et juge Recep Tayyip Erdogan pour ses crimes contre l'humanité et les droits humains.

Nous exigeons l'arrêt immédiat de l'accord avec l'Union Européenne sur les migrantEs. Apparemment ce « deal » et les intérêts économiques et géostratégiques sont considérés comme plus importants que les droits humains et la démocratie. La Turquie n'est plus un état-tiers sûr, et il ne devrait plus y avoir de renvois dans ce pays.

Nous demandons à la Turquie qu'elle respecte ses obligations internationales et que le CICR soit admis ainsi que le Comité contre la Torture du Conseil de l'Europe pour visiter les prisonniEres politiques et garantir leur protection et le respect de l'interdiction de la torture.

Nous exigeons l'arrêt immédiat de l'exportation du matériel militaire et de guerre en Turquie et le soutien à l'industrie d'armement turque à travers des licences de production et des machines spécialisées.

Liberté, négociation de paix, état de droit et démocratie –maintenant!

### **Organisateurs:**

medico international schweiz, Solifonds, PS Suisse, Les Verts suisses, solidaritéS Suisse, DemKurd, Beritan Frauenverein, Brückenschlag «Zürich <-> Amed/Diyarbakir»

### **Appel et Manifestation sont soutenus par**

ALBA Suiza, Alternative Liste AL, Attac, Autonome Schule ASZ, BastA!, CaBi Antirassismus Treffpunkt, Juristes Démocrates de Suisse, Demokratischer Kongress der Völker HDK, Direkte Solidarität mit Chiapas, Forum Civique Européen, Frauenlesben Kasama, Frauen Lora, GssA, Jeunes Vert-e-s, Jeunesse socialiste, Kurdische Frauenbewegung, Kurdisch-Türkisch-Schweizerischer Kulturverein KUTÜSCH, Labyrinthplatz Zürich, Parti du travail, Religiös-Sozialistische Vereinigung ReSos, Solidarité sans Frontières, Solidar Suisse, solidaritéS Schweiz, SYKP Partei der sozialistischen Wiedergründung – Türkei, terre des hommes schweiz, travail.suisse, Union syndicale suisse, Unia, Verein Für Menschenrecht und Solidarität in der Schweiz, Vereinigung unabhängiger ÄrztInnen VUA, Volkshaus Kultur- und Solidaritätsverein der Ostschweiz, SSP, Wilpf Schweiz, Zunder

6.3.2017